

Saskatchewan.

Le gouvernement fédéral et la province d'Ontario collaborent étroitement pour réduire l'encombrement au poste de Windsor. Comme première étape, les deux gouvernements ont annoncé en juillet 2002 des contributions de 880 000 dollars pour des améliorations à court terme de la gestion de la circulation. Les premiers ministres du Canada et de l'Ontario ont également annoncé une contribution conjointe de 300 millions de dollars destinée à améliorer l'infrastructure existante. De plus, les deux gouvernements examinent les moyens d'accélérer l'étude actuellement réalisée par le Partenariat binational Canada-États-Unis-Ontario-Michigan pour trouver des moyens d'accroître à long terme la capacité du poste frontalier de Windsor-Detroit.

Des responsables canadiens et américains se rencontrent régulièrement pour discuter des priorités et des besoins respectifs en matière d'amélioration de l'infrastructure frontalière. De plus, le Canada et les États-Unis ont établi le Groupe de travail sur le transport frontalier, qui est chargé de renforcer la planification binationale des questions relatives à l'infrastructure frontalière. Le groupe de travail comprend des représentants des ministères des Transports nationaux, provinciaux/territoriaux et d'État ainsi que d'autres organismes qui s'occupent de la gestion de la frontière.

### **Recommandation 26**

*Le gouvernement du Canada devrait faire correspondre le nombre d'agents des douanes et de l'immigration aux postes frontaliers aux besoins actuels étant donné les nouvelles exigences de sécurité qui reposent sur eux. Il convient d'améliorer la formation et l'équipement à la disposition des douaniers.*

Le gouvernement s'est empressé, immédiatement après les attentats du 11 septembre 2001, de réagir aux nouvelles pressions qui se faisaient sentir à la frontière. Ainsi, l'Agence des douanes et du revenu du Canada (ADRC) a reçu un financement supplémentaire pouvant atteindre 87 millions de dollars pour améliorer ses moyens de prendre des initiatives à la frontière. Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a reçu 49 millions de dollars pour accélérer la réalisation du programme de carte de résident permanent pour les nouveaux immigrants, améliorer le contrôle de sécurité préliminaire, accroître les mesures de détention et les moyens d'expulsion, et engager jusqu'à une centaine d'employés pour renforcer la sécurité.

Sur le 1,2 milliard de dollars prévu dans le budget de 2001 pour les mesures à prendre à la frontière, 443 millions ont été réservés à des mesures visant à renforcer la sécurité à la frontière tout en améliorant la circulation des marchandises et des personnes entre le Canada et les États-Unis. On a notamment augmenté les effectifs aux points d'entrée des voyageurs et des marchandises commerciales au Canada et adopté une technologie nouvelle pour aider l'ADRC à faciliter le passage des marchandises et des personnes aux postes de douane. L'ADRC a mis en place plus de 295 fonctionnaires pour renforcer la sécurité au moyen de ses programmes, tandis